

Reçu à la préfecture de Gironde le	Mis en ligne le
03/07/2026 n°033-213302813-202607 01-26MERAJPP00199-A R	06/07/2026

Le Maire de la Ville de MERIGNAC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2122-19, R. 2122-8 et R. 2122-10,

Vu les délibérations relatives à l'élection du maire et des adjoints en date du 21 mars 2026,

Dans un souci de bonne gestion de l'administration municipale,

ARRETE :

Article 1 :

Madame Daphné CHEVAL est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité, dans les fonctions d'Officier d'Etat Civil.

A ce titre, Daphné CHEVAL sera chargée de :

- la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant naturel, du consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation,
- la transcription, de la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,
- dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus, ainsi que de délivrer toutes copies et extraits, quelle que soit la nature de l'acte,
- vérifier les données à caractère personnel contenues dans les actes de l'état-civil.

Article 2 :

En l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, délégation de signature est donnée, sous ma responsabilité et ma surveillance, à Daphné CHEVAL pour :

- la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet,
- la légalisation des signatures dans les conditions prévues à l'article L. 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Tous les actes pris dans le cadre de cette délégation comportent le seul nom du fonctionnaire municipal délégué.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié sur le site Internet de la Ville,
 - transmis au contrôle de légalité,
- et dont une ampliation sera transmise à l'intéressée.

Fait à MERIGNAC, le 1^{er} juillet 2026

Thierry TRIJOULET
Maire de Mérignac